



ECOUTER

Programme

EMISSIONS ▾ GENÈVE ACTUALITÉ ▾ SPORT ▾ POD



POLITIQUE



Scandale de Mancy: Vaud renforcera bientôt sa surveillance



Publié Il y a 2 jours, le 8 février 2022

De **ATS KEYSTONE**

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer du contenu personnalisé et nous permettre de mesurer l'audience.

Accepter

Plus d'informations



Cesla Amaralle a annoncé que la mission de "haute surveillance" du Conseil d'Etat dans les établissements spéciaux sera renforcée (archives). (© KEYSTONE/JEAN-CHRISTOPHE BOTT)

Tandis que le canton de Genève est secoué par le scandale du foyer de Malindi, les jeunes autistes ont été maltraités, Cesla Amarelle a été questionnée mardi au Grand Conseil sur la situation dans le canton de Vaud. La ministre de l'éducation et de la jeunesse a notamment insisté sur la mission de "haute surveillance" du Conseil d'Etat, un rôle qui sera encore renforcé ces prochains mois.

"Le risque zéro n'existe pas, mais le gouvernement travaille à limiter ce risque à un minimum", a relevé Cesla Amarelle, qui répondait à une question orale du député du Grand Conseil Jean Vuillemin (PLR). Ce travail "constant mais nécessaire" vise notamment à améliorer la situation des établissements d'accueil spécialisés.

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer du contenu personnalisé et nous permettre de mesurer l'audience.

[Accepter](#) [Plus d'informations](#)

sera assurée par un "chargé d'évaluation", dont l'entrée en fonction est pr
prochain.

Cesla Amarelle a rappelé que les mesures de contrainte dans les établis
spécialisés sont, "de manière générale", interdites. Elles peuvent être appl
f uniquement "à titre exceptionnel". Elles doivent alors être annoncées "sar
l'Organe d'évaluation des mesures de contrainte (ODEV).



Composé notamment de médecins, d'enseignants spécialisés et de repré
d'associations de défense de personnes en situation de handicap, cet org
"respect des principes de nécessité et de proportionnalité". Il mène aussi
dans les différents établissements du canton.



"La responsabilité de l'Etat à l'égard de jeunes vulnérables nous engage au
point", a encore assuré Cesla Amarelle.

Philippe Vuillemin s'est dit "satisfait" de la réponse de la conseillère d'Eta
de l'annonce d'un renforcement du dispositif. "Je vois qu'on ne se content
existe, mais que l'on essaie aussi d'inventer le futur", a-t-il relevé.

Cet article a été publié automatiquement. Source : ats

À NE PAS RATER



**Danse: le Prix de Lausanne s'envole au
Musée Historique Lausanne**

SUIVANT

**La crise au Conservatoire de
résonne au Grand Conseil**

SUR LE MÊME SUJET



En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer du contenu
personnalisé et nous permettre de mesurer l'audience.

Accepter

Plus d'informations



Nuria Gorrite, Cesla Amarelle et
Rebecca Ruiz se représentent

CLIQUEZ POUR COMMENTER

GENÈVE

L'exécutif s'oppose à la suppress la taxe professionnelle



Publié Il y a 18 heures le 9 février 2022

De **Miguel Hernandez**

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer du contenu personnalisé et nous permettre de mesurer l'audience.

Accepter

Plus d'informations



Le conseiller d'Etat genevois Thierry Apothéloz estime que la suppression de la taxe professionnelle conduirait ce à une impasse financière (archives). (© KEYSTONE/MARTIAL TREZZINI)

Le Conseil d'Etat genevois invite le Grand Conseil à rejeter l'initiative visant à abolir la taxe professionnelle. Une telle mesure priverait les communes genevoises d'environ 200 millions de revenus fiscaux et accentuerait les inégalités entre elles, pénalisant celles qui sont déjà les plus pauvres.

Si cette initiative était acceptée, les communes les plus touchées devraient augmenter leur contribution à la taxe professionnelle, a souligné mercredi le conseiller d'Etat Thierry Apothéloz, responsable du département de la santé et de la sociale. Car une telle mesure priverait les communes genevoises d'environ 200 millions de francs de revenus fiscaux, pénalisant celles qui sont déjà les plus pauvres.

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer du contenu personnalisé et nous permettre de mesurer l'audience.

[Accepter](#)

[Plus d'informations](#)

CONTINUER LA LECTURE

POLITIQUE

La crise au Conservatoire de Lau résonne au Grand Conseil

Publié il y a 2 jours le 8 février 2022

De **ATS KEYSTONE** 



En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer du contenu personnalisé et nous permettre de mesurer l'audience.

Accepter

Plus d'informations



Les problèmes et dissonances au sein du Conservatoire de musique de Lausanne inquiètent jusqu'au Grand Conseil (Keystone/LAURENT GILLIERON)

Les turbulences qui secouent le Conservatoire de musique de Lausanne (CL), avec notamment la démission en bloc des doyens de l'institution, ont rebondi mardi au Grand Conseil vaudois. PLR s'est inquiétée d'une nouvelle crise faisant suite à celle de 2018 avec une gouvernance compliquée à l'époque. Elle interpelle le Conseil d'Etat sur les chances d'améliorations de l'institution.

Dans son interpellation, soutenue par 20 collègues de son parti, Florence Bettschart-Narbe la "sérénité n'ait toujours pas été retrouvée" à la Haute école de musique et du Conservatoire de Lausanne (HEMU-CL), chapeauté par un même Conseil de fondation, malgré un premier accord en 2018.

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer du contenu personnalisé et nous permettre de mesurer l'audience.

[Accepter](#)

[Plus d'informations](#)

CONTINUER LA LECTURE

ECONOMIE

Le parlement ne veut pas unifier taux d'impôt communal

Publié il y a 2 jours le 8 février 2022

De **ATS KEYSTONE** 



En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer du contenu personnalisé et nous permettre de mesurer l'audience.

Accepter

Plus d'informations



Le Grand Conseil vaudois, avec sa majorité de droite, a refusé d'instaurer un taux d'impôts unique dans les communes (KEYSTONE/MARTIAL TREZZINI)

La question d'un taux d'impôt communal unique a, comme prévu, donné lieu à d'âpres discussions au Grand Conseil vaudois. La droite l'a finalement emporté en rejetant une initiative populaire POP.

Le texte demandait une unification à 68% de l'impôt communal, qui fluctue actuellement entre 68% et 84% selon les localités. Une situation qui rend les Vaudois "totalement inégaux face à l'impôt", a-t-il assuré. Vincent Keller, l'auteur de l'initiative. Le taux unique est "le seul système qui soit simple, transparent, équitable et non manipulable", a-t-il assuré.

Le popiste de Renens a rappelé qu'il souhaitait que l'impôt communal soit collecté dans un délai de 10 ans.

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer du contenu personnalisé et nous permettre de mesurer l'audience.

[Accepter](#)

[Plus d'informations](#)

CONTINUER LA LECTURE

POLITIQUE

L'UDC veut le débat sur le siège au Conseil de sécurité de l'ONU

Publié il y a 4 jours le 6 février 2022

De **ATS KEYSTONE** 



En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer du contenu personnalisé et nous permettre de mesurer l'audience.

Accepter

Plus d'informations



La décision d'attribuer à la Suisse l'un des dix sièges non permanents au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2023-2024 sera prise en juin à New York (archives). (© KEYSTONE/AP/RICHARD DREW)

Le Parlement suisse débattrà à nouveau de la candidature de la Suisse au Conseil de sécurité juste avant l'élection prévue en juin 2022. La demande de l'UDC pour une session extraordinaire ont confirmé les services du Parlement.

La décision d'attribuer à la Suisse, pour la première fois de son histoire, l'un des dix sièges permanents au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2023-2024 sera prise en juin à Zurich. Jusqu'à présent, seules Malte et la Suisse se sont portées candidates pour les deux sièges libérés dans le groupe régional occidental.

Mais l'UDC veut maintenant mettre un frein au projet, a indiqué dimanche le conseiller national suisse.

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer du contenu personnalisé et nous permettre de mesurer l'audience.

[Accepter](#)

[Plus d'informations](#)

CONTINUER LA LECTURE

GENÈVE

Initiatives lancées sur les crèche sur un fonds pour le climat

Publié il y a 5 jours le 5 février 2022

De **ATS KEYSTONE** 



En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer du contenu personnalisé et nous permettre de mesurer l'audience.

Accepter

Plus d'informations



Lors de son congrès en ligne, le PS Suisse a lancé deux initiatives, l'une sur les crèches et l'autre pour un fonds climatique (KEYSTONE/MARTIAL TREZZINI)

Réunis samedi en Congrès, les délégués du PS Suisse ont voté le lancement de deux initiatives visant à garantir un accueil extrafamilial des enfants abordable et l'autre, lancée avec les Verts, pour un fonds climatique alimenté par la Confédération.

Le lancement de l'initiative pour les crèches a été approuvé à la quasi-unanimité (259 voix contre 10 abstentions). Ce texte prévoit d'inscrire dans la Constitution le principe selon lequel chaque enfant a droit à une prise en charge extrafamiliale. Les cantons sont tenus de mettre en place cette initiative, que la Confédération prend en charge les deux-tiers des coûts.

"Le financement actuel ne suffit pas", a relevé le conseiller national bernois Matthias Aebischer.

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer du contenu personnalisé et nous permettre de mesurer l'audience.

[Accepter](#)

[Plus d'informations](#)

[CONTINUER LA LECTURE](#)

Retrouvez Radio Lac sur tous les suppo



LA RADIO

ACCUEIL
EMISSIONS ET CHRONIQUES
PROGRAMME
A PROPOS DE RADIO LAC
CONTACTEZ-NOUS

REPLAY

RADIO LAC MATIN
INFORMATIONS
LE CLUB
MIEUX VIVRE
EN TOUTE VÉRITÉ
POP COLLECTION
LA C'LAC
MONDE DE DEMAIN

Standard : 022 909 69 69 - Antenne : 0842 918 918 - Rédac
WhatsApp: 079 918 30 00 - Contactez-nous: [contact](#)

© Copyright 2021 - Media One Group

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer du contenu personnalisé et nous permettre de mesurer l'audience.

[Accepter](#) [Plus d'informations](#)